

# Opinion : Invitation de Goïta au sommet extraordinaire de la CEDEAO à Accra, une diversion de plus ?

Si l'Africain a vraiment développé une expertise, c'est celle du bavardage parfaitement inutile, de la diversion qui consiste à ergoter autour d'un sujet sans jamais se rendre capable de trancher d'un trait.

---

Ainsi, sur le continent, l'on observe une multiplication de sommets de haut niveau sur toutes les formes possibles de thématiques, y compris les plus incongrues, de colloques, de séminaires et consorts, alors que les résultats dans le quotidien des citoyens au nom de qui toutes ces rencontres sont censées s'opérer, restent toujours médiocres, sinon catastrophiques. Le énième sommet qu'entendent organiser, le vendredi 25 mars, les chefs d'État de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, consacré exclusivement au dossier malien, illustre parfaitement notre diagnostic.

---

Voilà une organisation sous-régionale qui, du fait d'un acte posé par un pays membre qui ne répond pas à ses principes, le suspend de toutes ses instances, y compris ses sommets, avec cette injonction qu'il ne pourra rejoindre la communauté qu'à la condition d'un retour à « l'ordre constitutionnel ».

---

Alors que le pays ainsi suspendu ne fait pas encore la cour à ses pairs pour les rejoindre, ceux-ci, tout seuls, s'agitent et prennent encore des sanctions à la fois illégales et illégitimes dans le but de l'étouffer

systematiquement et ainsi de le pousser à se soumettre à leurs desideratas. Pendant ce temps, le Mali supporte stoïquement les sanctions, prends des mesures pour les contourner et se fait d'autres partenaires et des issues nouvelles à même de lui donner un nouveau souffle. Cela dérange encore les mêmes chefs d'État qui envoient un émissaire pour négocier la durée de la transition.

Le Mali ne refuse pas l'offre, elle met sur la table les besoins de réformes recommandées par la même CEDEAO, depuis 2018, comme conditions impératives avant toutes élections dans ce pays.

---

Ensuite, les autorités maliennes réduisent les prévisions de la durée de la transition qui allaient jusqu'à 5 ans à 36 mois, puis à 29 mois et enfin à 24 mois.

Mais la délégation de la CEDEAO est restée figée, inflexible avec ses 12 mois sans bouger d'une virgule, alors qu'il s'agit bien d'une négociation entre deux parties qui doivent concilier les points, en vue d'un consensus qui tienne compte des impératifs indispensables à l'organisation d'une élection réellement démocratique offrant les gages de transparence, de liberté et de participation effective de la majorité du peuple de ce pays.

---

Finalement, le constat d'échec est établi et la délégation quitte Bamako. Curieusement, quelques jours après, c'est encore la même CEDEAO qui se propose d'inviter, cette fois-ci, le président du Mali suspendu, sévèrement puni et mis sous sanctions, à prendre part à un sommet dont l'accès, en principe, lui est formellement interdit jusqu'à nouvel ordre.

Que retentir de tous ces vacillements, ces contradictions, ces incohérences et ce coq à l'âne de cette communauté sous-régionale ?

---

Que la CEDEAO elle-même se cherche ; elle se cherche tant et si bien qu'elle ne sait plus très bien la voie lucide et

idoine à prendre pour cerner les dirigeants maliens et les contraindre à tout prix à la docilité et au conformisme.

---

Sinon, que veut savoir de nouveau la CEDEAO qu'elle ne sait pas encore sur le Mali et dans quel but, alors que le peuple malien attend des résultats concrets, un espace de liberté et l'écosystème qui lui permette de décider par lui et pour lui ?

---

En tout état de cause, il appartient au président malien de décider de l'opportunité ou non pour lui de se rendre à Accra vendredi prochain. Mais une chose est certaine, le pacte de la péroration, de la diversion et des théories sans pratiques, propres à cette communauté, ne sera guère rompu juste à cause de sa présence éventuelle dans la capitale ghanéenne.

Est-il vraiment prêt à se laisser distraire ou même humilier alors que son peuple attend de lui des actions audacieuses et déterminantes qui consacrent sa libération de la tutelle des éternels donneurs de leçons ?

---

L'on aura la réponse à tout ceci dans 24 heures, pas plus...

---

Luc Abaki,  
Journaliste, analyste politique.

---

**Pour vos annonces publicitaires, contactez Togomedia24, +228 91 06 25 88**

**E-mail: [togomedia24@yahoo.com](mailto:togomedia24@yahoo.com)**